



N° BLA/79 - 14 janvier 1971

LES CHRÉTIENS DE TRANSJORDANIE

A. Ferré

Les événements de l'été 1970 ont attiré, une fois de plus, l'attention du monde sur la Jordanie. Laissant aux journalistes et écrivains politiques le soin d'analyser et de commenter ces affrontements, je me propose simplement de parler ici d'un élément souvent oublié : à savoir la présence en Jordanie de communautés chrétiennes autochtones.

Mais je m'empresse de fixer les limites du sujet.

Tout d'abord, on suppose connues, du moins en gros, les données géographiques, économiques et historico-politiques qui ont façonné ce petit pays (1).

De plus, il ne sera question ici que des régions situées à l'est du Jourdain, c'est-à-dire de l'ancienne Transjordanie. Cette limitation ne préjuge évidemment en rien du destin futur de la Palestine occupée par les troupes d'Israël depuis juin 1967, mais c'est un fait que la Transjordanie a connu, pour la question qui nous occupe, une évolution différente de celle de la Palestine ; ensuite, la guerre de 1967, malgré la fameuse "politique des ponts ouverts", l'a terriblement isolée de la zone ouest. Par souci de clarté, on utilisera donc le terme "Transjordanie", bien qu'il soit officiellement abandonné depuis 1946.

Enfin, l'auteur de ces pages a bien conscience de leur caractère incomplet : les lacunes et les imprécisions qu'on y relèvera certainement sont dues avant tout à l'impossibilité actuelle de faire vérifier sur place un certain nombre d'informations recueillies dans le passé.

La situation des Chrétiens de Transjordanie, ne pouvant bien se comprendre sans un retour sur les siècles écoulés, nous commencerons par un rappel historique, avant d'en venir au visage actuel des Communautés.

I. LES SIECLES PASSES

Dans son livre intitulé *Les Chrétiens d'Orient*, M. Rondot, voulant caractériser les petites communautés chrétiennes d'Orient, dispersées au milieu de masses non-chrétiennes, les appelle des "îles sous la Croix" (2). Ce titre conviendrait tout particulièrement aux Chrétiens de Transjordanie, qui, au cours des siècles, dans l'"archipel" d'Orient, ont été longtemps (et sont redevenus un peu) du nombre des îles les plus isolées.

Dès le premier siècle, il y eut des Chrétiens en Transjordanie, puisque la communauté de Jérusalem alla se réfugier au-delà du Jourdain (à Pella ; l'actuelle Tabaqat Fahl, dans la vallée nord du

Jourdain), lors du siège de la Ville en 70. Au début du 3^e siècle, nous avons le témoignage d'Origène, qui effectua plusieurs séjours dans la région (3) ; cependant, il faut attendre le 5^e siècle pour trouver les premiers témoignages épigraphiques et archéologiques concernant l'implantation du Christianisme ; mais alors ces témoignages sont semés avec une profusion qui rappelle celle de l'Afrique du Nord. Du lac de Tibériade au golfe d'Aqaba, à l'est du Jourdain et de la Mer Morte, on ne compte pas moins de treize villes qui furent évêchés aux 5^e-6^e siècles. Sur le seul site de Madaba, on a découvert les ruines de douze églises ornées de mosaïques, parmi lesquelles la fameuse carte de géographie de l'Orient (6^e siècle). Parfois un monastère était établi à côté de telle ou telle église ; les traces de plusieurs d'entre eux ont été retrouvées.

Toute cette période préislamique fut marquée par l'arrivée de tribus venues de l'Arabie méridionale. Certaines de ces tribus adoptèrent le Christianisme ; ainsi les Ghassânides, qui défendirent les frontières de l'Empire byzantin contre les pillards du désert et dont on a pu dire qu'ils représentent "l'expression la plus achevée de la culture arabe chrétienne" (4). Ces Chrétiens, au temps des grandes querelles christologiques, avaient adopté le Monophysisme. Bien que leurs centres fussent situés plus au nord, dans le Haurân, il est certain que leur influence fut grande jusqu'à la Mer Morte et au-delà vers le sud. D'ailleurs, aujourd'hui encore, plusieurs tribus de Chrétiens Transjordaniens affirment descendre en droite ligne des Ghassânides ; l'une d'elles assure même que l'un de ses ancêtres, pour avoir livré la région aux Musulmans, aurait été dispensé en retour, lui et ses descendants, des taxes imposées aux "Gens du Livre".

Quoi qu'il en soit, à l'arrivée des Musulmans, des communautés chrétiennes constituées existaient en Transjordanie ; et si beaucoup de leurs membres se rallièrent à l'Islam ; une partie se trouva assez forte pour conserver sa foi à travers les siècles. Mais à partir de cette époque, les souvenirs se raréfient de plus en plus, jusqu'à disparaître totalement au 9^e siècle, où il est encore fait mention d'un évêque de Kérak. Désormais, ces communautés partagent le destin de l'Eglise orientale, qui cessa progressivement de manifester sa communion avec Rome, et elles connaîtront plus que jamais l'isolement. Il est vrai que les nations européennes interviendront à plusieurs reprises dans cette région, s'y lançant dans des aventures où se côtoyaient souvent évidente générosité et calculs mesquins, mais presque toujours avec une effarante ignorance de la situation, qu'il s'agisse de la séparation des Eglises ou des relations entre Chrétiens et autorités musulmanes. Cela est vrai des Croisades, qui, loin de servir la cause de l'union, consommeront la rupture entre Rome et l'Orient (que l'on songe à l'effet désastreux de la 4^e Croisade, détournée sur Constantinople pour des motifs rien moins que mystiques !). Cela sera vrai surtout à partir de la fin du 18^e et au cours du 19^e siècle, lorsque la Russie prendra la défense des Orthodoxes de l'empire ottoman, là aussi dans un but bien peu désintéressé. Son action s'exercera dans une double direction : auprès du gouvernement ottoman, elle plaidera la cause de l'autonomie des Orthodoxes ; d'un autre côté, elle travaillera, dans le Patriarcat de Jérusalem précisément, à ruiner le crédit de la hiérarchie hellène auprès des fidèles de langue arabe. Si l'on songe que, dans le même temps, la France était elle-même protectrice officielle des Catholiques, on comprendra que ces interventions parfois intempestives aient compromis souvent les minorités chrétiennes aux yeux du pouvoir musulman, les faisant considérer comme des sujets peu loyaux, liés à des puissances étrangères.

En 1844, la Russie obtenait des Turcs que l'élection du Patriarche orthodoxe de Jérusalem ne se déroulât plus à Constantinople, mais à Jérusalem même ; cet événement devait être le point de départ d'une lente évolution de la communauté orthodoxe de Palestine-Transjordanie, qui forme la trame même de son histoire depuis un siècle. Aussi allons-nous essayer d'en exposer les grands traits.

Les Grecs-Orthodoxes.

Les tensions internes qui travaillent cette Communauté depuis longtemps sont implicitement contenues dans sa dénomination même. Nous pourrions en effet résumer la situation qui a prévalu jusqu'à ces dernières années, de la façon suivante : dans le Patriarcat orthodoxe de Jérusalem, où 99% des fidèles sont de race et de langue arabe, à peu près tous les pouvoirs et les moyens financiers ont été entre les mains d'un clergé grec. Pour comprendre cette situation assez surprenante, il nous faut revenir en arrière une fois de plus.

Le souci de protéger les pèlerins de Terre Sainte et de défendre les droits des Orthodoxes sur les Lieux-Saints, amena les Grecs à réorganiser, vers la fin du 16^e siècle, la vieille Confrérie du Saint Sépulcre. Pratiquement tous les membres de cette Confrérie étaient des Grecs, et l'institution prit de plus en plus d'importance, du fait surtout du rôle de premier plan qu'elle jouait dans l'élection du Patriarche de Jérusalem. Celui-ci devait d'ailleurs être toujours choisi parmi ses membres, et le clergé

arabe en était tenu à l'écart. Cet état de choses fut sanctionné par la promulgation, en 1875, d'un Règlement pour l'élection du Patriarche, lequel Règlement, approuvé par le Sultan, faisait de l'élection l'affaire exclusive (ou presque) de la Confrérie du Saint Sépulcre, sans que clergé ni fidèles arabes puissent faire entendre leur voix.

La situation demeura la même jusqu'au début du 20^e siècle ; mais la révolte Jeune Turque de 1908, en faisant éclater le régime absolutiste du Sultan Abdul Hamid II, devait favoriser également l'émancipation de l'élément arabophone chrétien vis-à-vis des autorités religieuses hellènes. Désormais, les Arabes ne cesseront de réclamer l'abolition du fameux Règlement de 1875. Leurs revendications, un temps freinées par la première guerre mondiale, reprendront de plus belle une fois la paix revenue.

En juillet 1923, se réunissait à Caïffa le Congrès arabe orthodoxe (le premier du genre), composé de 53 délégués, dont plusieurs venus de la Transjordanie et qui jouèrent un rôle important dans les débats. Les décisions prises par ce Conseil furent très dures envers le Patriarcat ; en voici quelques-unes :

- 9. Tout chef ecclésiastique qui ne saura pas la langue arabe sera immédiatement destitué ;
- 15. La Transjordanie aura le droit d'avoir un métropolite arabe ;
- 28. Il est constitué un Comité exécutif du Congrès, composé de dix membres, sept Palestiniens et trois Transjordains...

A la suite de ce Congrès, il s'installa un conflit très aigu entre le Patriarche et le Comité exécutif, l'autorité britannique mandataire s'efforçant, mais en vain, de jouer le rôle d'arbitre. La mort, en 1931, du Patriarche Mgr. Damianos ouvrit une succession particulièrement difficile : les Arabes refusant toute nouvelle élection tant qu'il ne serait pas fait droit de leurs revendications, en particulier en ce qui concernait l'amendement du Règlement de 1875 ; tandis que le Synode patriarcal maintenait le principe suivant : élection d'abord, amendement ensuite.

Le nouveau Patriarche ne fut élu qu'en juillet 1935, en l'absence volontaire des délégués arabes, et le décret de reconnaissance de la part du roi d'Angleterre ne vint qu'en 1939 ! Projets de décrets et Congrès se succédèrent tout au long du patriarcat de Mgr. Timothée, sans que l'on puisse parvenir à un accord. Et lorsque le Patriarche Timothée mourut à son tour en 1955, on se retrouva devant les mêmes difficultés pour une nouvelle élection.

Entre temps, l'autorité civile avait changé : il appartenait désormais au Gouvernement jordanien de proposer un nouveau Règlement. Les positions respectives des deux parties étant toujours aussi irréductibles l'une à l'autre, le Gouvernement tenta un compromis : le soir même de l'élection de Mgr. Benedictos, le nouveau Patriarche, le Parlement jordanien approuvait un nouveau Règlement qui reconnaissait la plupart des revendications arabes (janvier 1957).

L'affaire rebondit cependant : le nouveau Patriarche, mécontent, ayant en effet présenté un contreprojet. Finalement, un nouveau Règlement sera approuvé en 1958, accepté par les Arabes, mais à titre de première étape". Un de ses articles prévoit l'ordination de deux évêques Jordaniens arabes dans les trois ans à venir ; de fait, en août 1960, Mgr. Charfeh, un Transjordanien, sera sacré archevêque titulaire de Gérash (5).

Il m'a semblé utile de rappeler ces faits, malgré le danger de trop schématiser, car ils aident à mieux saisir les difficultés internes de la Communauté orthodoxe de Jordanie. Il est bien évident que les luttes prolongées qui viennent d'être exposées rapidement n'étaient pas faites pour favoriser la collaboration des prêtres et des fidèles avec la hiérarchie de Jérusalem ; et nous assistons effectivement, à la fin du siècle dernier et surtout au début du 20^e, à un détachement de nombre de fidèles orthodoxes de Jordanie vis-à-vis de leurs pasteurs, et à un mouvement vers le Catholicisme. Ce phénomène ne fut perceptible surtout dans les communautés situées au-delà du Jourdain, c'est-à-dire les plus pauvres, celles qui se sentaient les plus abandonnées à elles-mêmes.

Car, à la discrimination de fait entre clergé hellène et clergé arabe (ce dernier n'ayant pas la possibilité de se préparer intellectuellement à sa tâche), il faut ajouter les difficultés financières énormes dans lesquelles se débattait le Patriarcat. Ses dettes continuelles l'obligeaient parfois à fermer des écoles, à commencer par celles de la Transjordanie ; en 1932-33, la décision fut même prise de les

fermer toutes, toujours par manque d'argent. Autrefois, la Russie était souvent venue en aide à Jérusalem, mais l'avènement du régime communiste tarit cette source. Le manque d'argent compromettait gravement l'existence même des œuvres d'enseignement, à une époque où précisément la population, qui se sédentarisait, ressentait la nécessité de faire instruire les enfants ; à une époque aussi où les écoles du Gouvernement étaient rares. Tout cela explique que, parmi les revendications des fidèles Arabes, figurait l'intervention des laïcs dans l'administration des ressources patriarcales ; et cela explique encore les démarches effectuées auprès des autorités catholiques, afin d'obtenir prêtres et instituteurs.

Il est extrêmement difficile de mesurer la part de conviction religieuse qui accompagna ce mouvement. Les motivations profondes de gestes de cette nature, surtout s'ils sont collectifs, sont toujours malaisées à analyser ; mais surtout le contexte politico-religieux de l'époque (luttres d'influence des puissances occidentales, âge d'or de l'ère coloniale, catholicisme passablement triomphaliste) a contribué à créer un malentendu. Toujours est-il que les Latins, déjà bien organisés en Palestine, furent les premiers sollicités ; nous allons donc voir comment ils furent amenés à fonder des paroisses au-delà du Jourdain.

Les Latins.

Le Patriarcat latin de Jérusalem avait été établi par Pie IX en 1847, mais aucune fondation ne fut entreprise au-delà du Jourdain avant 1869. Cette année-là, était lancée la mission de Salt, alors centre administratif et ville principale de la région (à mi-chemin entre Ammân et le Jourdain). Une communauté latine se forma bientôt, et les prêtres rayonnaient sur le pays alentour ; pour la prédication et la catéchisation, on fit appel à quelques prêtres et laïcs maronites, à cause de la langue. Bientôt plusieurs églises et écoles purent être ouvertes ; mais bien souvent, par suite du manque d'argent, de terrain, etc... , il fallait se contenter de louer une chambre qui servait à la fois de chapelle et de salle de classe.

C'est à peu près de cette époque qu'il faut dater le premier passage d'un groupe d'Orthodoxes transjordanien au Catholicisme. Les Chrétiens de Kérak, mécontents des prêtres que leur envoyait leur patriarcat, choisirent eux-mêmes l'un d'entre eux et le dirigèrent sur Jérusalem pour y recevoir les Ordres. Son retour à Kérak, quelques mois plus tard, sans avoir été ordonné, déçut et mécontenta tellement les Chrétiens, qu'ils s'adressèrent alors au Patriarche latin (Mgr. Bracco), lequel leur dépêcha l'un de ses prêtres. Il se constitua dans ce centre un noyau de plusieurs centaines de Latins qui, pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer ici (6), se transporta sur le site de Madaba, alors ruiné et déserté depuis longtemps. Ces Chrétiens se sédentarisèrent et se bâtirent des maisons, sous la direction de leur curé, le P. Manfredi, à qui l'on doit entre autres choses la conservation des admirables souvenirs archéologiques de la Madaba du 6^e siècle.

Le rapide développement des œuvres latines en Transjordanie fut puissamment aidé par la fondation, en 1881, de la Congrégation des Sœurs du Rosaire. A l'origine de cette fondation, nous trouvons un prêtre du Patriarcat latin et une Sœur de S. Joseph de l'Apparition, tous deux Palestiniens. Se recrutant uniquement parmi les jeunes filles Arabes, encouragée par Mgr. Bracco, la nouvelle Congrégation se développa assez vite : en 1912, elle comptait 85 religieuses, dont 65 travaillaient en Transjordanie. Destinées avant tout à former de futures mamans chrétiennes, elles avaient ouvert, à cette date, 21 écoles fréquentées par 1865 petites filles, parmi lesquelles 264 musulmanes. On ne dira jamais assez le rôle de premier plan qu'on joua ces religieuses dans la préparation de la chrétienté jordanienne latine ; sorties elles-mêmes du milieu dans lequel elles travaillaient, elles en partageaient l'extrême dénuement, elles en vivaient tous les drames aussi (luttres parfois sanglantes entre tribus, vengeance du sang, etc.). Surchargées de travail, sollicitées de toutes parts, elles n'avaient souvent pour tout confort que la hutte du Bédouin en voie de sédentarisation.

Que le prosélytisme n'ait pas toujours été absent en tout cela, qu'il ait même parfois été assez prononcé, on ne peut que le regretter. Mais n'était-ce pas là comme un mal de l'époque, et nous ne devons peut-être pas juger l'Eglise de 1900 avec nos critères d'après Vatican II.

Les Grecs-Catholiques.

Nous avons vu que le premier appel lancé par les fidèles orthodoxes de Transjordanie avait été adressé aux Latins ; il sera suivi de plusieurs autres dans les décennies suivantes, si bien que cette

région, jusqu'alors laissée pour compte, deviendra la préoccupation constante tant du Patriarcat latin que des Grecs Melkites. Ces derniers en effet, alors en plein renouveau grâce au Séminaire Ste. Anne de Jérusalem, sont de plus en plus sollicités par les Orthodoxes, qui voient en eux des frères de race et de langue, et de plus, proches par la Liturgie. D'un côté comme de l'autre, on envoie des "missionnaires" (remarquons le terme utilisé) pour répondre aux appels des populations d'au-delà du Jourdain. C'est l'époque où l'Eglise de Palestine connaît un grand élan apostolique, qu'elle semblait avoir perdu depuis longtemps. Il est cependant dommage, encore une fois, qu'il ait cru devoir s'exercer trop souvent aux dépens de l'Eglise du pays: la Communauté orthodoxe.

Les missions des Melkites, postérieures à celles des Latins, n'eurent cependant bientôt rien à leur envier, et surtout pas la pauvreté ! Tel prêtre dut se contenter pendant longtemps de passer la nuit dans un coin d'arrière-boutique appartenant à l'un de ses paroissiens, après avoir occupé de longs mois la salle du village destinée aux hôtes de passage. Le personnel aussi manquait ; il aurait fallu surtout l'équivalent des Sœurs latines du Rosaire. Pour tenter de remédier à cette absence, des orphelines de Transjordanie furent envoyées à Jérusalem, chez les Bénédictines du Calvaire ; après un minimum de préparation, elles _revinrent dans leur pays comme catéchistes et aides aux prêtres.

Les privations et le zèle des missionnaires ne tardèrent pas à porter leurs fruits : la mission de Salt par exemple, fondée en 1907 (parallèlement à celle des Latins), comptait, cinq ans plus tard, une école fréquentée par 92 garçons. A l'occasion de Pâques, des retraites paroissiales étaient prêchées dont le succès était très grand tant auprès des Orthodoxes que des Catholiques ; et plus d'un village suppliait : "Envoyez-nous un prêtre qui nous parle comme celui de X !"

Devant les progrès réalisés, le Synode patriarcal décida la fondation d'un diocèse de Transjordanie, en 1932 ; jusqu'alors en effet, la partie sud de cette région relevait directement du Patriarcat de Jérusalem, tandis que la partie nord était rattachée au siège d'Acre et Haïfa. Le premier évêque du nouveau diocèse fut Mgr. Salmân. Dans le rapport qu'il rédigeait l'année suivante, le pasteur donnait les chiffres suivants :

- 23 écoles (dont 3 de filles), fréquentées par 734 élèves, dont 202 orthodoxes ;
- 18 prêtres, desservant 25 missions ou paroisses, et 4.000 fidèles. Mais seulement 5 églises bâties.

Les écoles étaient gratuites, et assuraient un enseignement quotidien de catéchisme.

En 1934, la S. Congrégation Orientale recommandait de façon toute spéciale à l'Œuvre d'Orient le "diocèse de Transjordanie", ce "pays riche en pauvreté", selon le mot d'un évêque visitant la région.

La guerre arabo-juive de 1948 jeta sur les routes de la Transjordanie des masses de réfugiés dépourvus de tout ; devant l'ampleur des besoins, Mgr. Assâf, qui venait de succéder à Mgr. Salmân, comprit combien serait précieuse la présence de Religieuses. Les Sœurs de Nazareth (de Lyon), qui se dévouaient déjà en Palestine et au Liban, répondirent à son appel, et le premier groupe était à pied d'œuvre à Ammân, dès 1949. La misère des réfugiés était immense et réclamait une aide urgente ; aussi la Supérieure, Mère Six, ne s'embarrassait-elle pas de formules inutiles ; son entêtement, doublé d'une foi à transporter les... collines d'Ammân, anéantissait tous les obstacles. Dès la rentrée 1949, l'école accueillait 300 enfants ; en attendant que les travaux fussent terminés, la communauté campait dans les garages. L'année suivante, un hôpital-maternité était installé sous tentes ; combien de jeunes Jordaniens de vingt ans lui doivent la vie... Parallèlement, le dispensaire, ouvert au début de 1950, assurait gratuitement soins et remèdes ; il recevait 350 malades en janvier, 850 en février, 1520 en mai, 2393 en juillet: les chiffres sont éloquentes !

Protestants et Anglicans.

Plus tard venus au Proche-Orient, les Protestants et les Anglicans ne regroupent qu'un petit nombre de fidèles en Transjordanie. Leur arrivée dans cette contrée s'est faite principalement à partir des Lieux Saints ; il suffira donc ici d'exposer très brièvement les circonstances de leur implantation en Palestine (7).

La création d'un évêché anglican à Jérusalem fut le résultat d'un accord passé entre Frédéric Guillaume IV de Prusse, la reine Victoria et l'archevêché de Canterbury, soucieux les uns et les autres, d'une part de fournir un statut légal aux communautés réunies par les missionnaires au cours du 19^e siècle, d'autre part de faire entendre ainsi leur voix dans cette partie du monde que les "Grandes Puissances" de l'époque se disputaient déjà si âprement ! Les tractations furent longues et suscitèrent bien des passions, tant sur le plan politique que sur le plan religieux (sur ce dernier, en particulier de la part des Protestants français). L'accord, qui privilégiait nettement l'Eglise anglicane par rapport aux Luthériens allemands, comportait, entre autres, deux clauses destinées à apaiser les craintes des Orthodoxes :

L'Evêque anglican portera le titre d'"Evêque à Jérusalem", le Patriarche orthodoxe étant "Evêque de Jérusalem".

L'Evêque anglican aura pour mission l'évangélisation des non-Chrétiens et se gardera de s'occuper des affaires des autres confessions représentées à Jérusalem, surtout de celles de l'Eglise orthodoxe de l'Orient.

Après quatre ans d'hésitation, le pouvoir turc finit par reconnaître (Firman de 1845) le premier Evêque anglican de Jérusalem, Michael Alexander, Juif d'origine et membre de la "London Society for promoting Christianity among the Jews" (L.J.S.).

Mais, au fil des années, la prépondérance anglicane s'affirma de plus en plus dans le nouvel évêché, aux dépens de l'élément prussien, pourtant en expansion. Après une tentative d'accord sur de nouvelles bases, les deux communautés se séparèrent en 1881 ; si bien qu'à partir de cette époque, mission luthérienne et mission anglicane vont évoluer indépendamment l'une de l'autre.

II. LE VISAGE ACTUEL DE L'EGLISE DE TRANSJORDANIE

1. Les ouvriers et les réalisations.

Les Grecs-Orthodoxes.

Il est extrêmement difficile de savoir comment se présente actuellement cette communauté en Transjordanie ; aussi les chiffres suivants sont-ils donnés sous toutes réserves...

Les Orthodoxes seraient au moins 35.000 dans la région, répartis un peu partout. Environ 25 centres seraient desservis par un prêtre, souvent pris parmi les Chrétiens du village même, et ordonné après une préparation très sommaire. Certains groupes paraissent à peu près délaissés, n'ayant pas de prêtre à demeure au milieu d'eux, parce qu'ils forment une communauté trop réduite (quelques familles parfois).

Le clergé est choisi uniquement parmi les gens mariés, ce qui est une façon de fermer la porte de l'épiscopat à ses membres. De fait, maintenant encore l'évêque orthodoxe d'Ammân est un Grec. On voit donc que la vieille opposition exposée plus haut, entre Hellènes et Arabes, n'a pas encore trouvé sa conclusion. Et la situation politique actuelle, avec la coupure qui en résulte entre Jérusalem et Ammân, ne favorise guère l'évolution des choses sur ce point.

Les statistiques de 1964-65, publiées par le Patriarcat, indiquent :

- 8 écoles de garçons ;
- 7 écoles de filles ;
- 25 écoles mixtes.

Ces chiffres ne tiennent pas compte de la distinction Palestine-Transjordanie, mais il semble que sensiblement plus de la moitié des écoles se trouvent au-delà du Jourdain.

Les Grecs-Catholiques.

Les Grecs-Catholiques seraient en Transjordanie au nombre de 15.000 ; chiffre approximatif : la communauté étant soumise, depuis quelques années, à une émigration assez prononcée.

Vingt-sept prêtres de ce rite travaillent actuellement dans l'Éparchie, parmi lesquels une vingtaine appartiennent au clergé séculier et exercent, pour la plupart, la double fonction de curé et de directeur d'école paroissiale. Quinze d'entre eux sont mariés. Les autres prêtres sont des religieux, appartenant soit à l'ordre des Shuwayrites, soit à celui des Salvatoriens. Enfin, un prêtre séculier, d'origine non arabe, est au service de l'Évêque depuis de nombreuses années. Ces prêtres desservent au total 35 paroisses et succursales, tant dans les villes que dans les villages les plus reculés.

Quant aux religieuses, elles sont au nombre de 45 environ, représentant diverses congrégations. Ce sont, par ordre d'importance numérique :

- les Sœurs de Nazareth, dont nous avons vu plus haut les circonstances d'implantation à Ammân. Elles dirigent une maternité et deux dispensaires et, aidées de professeurs laïcs, un jardin d'enfants, une école primaire et un collège secondaire.
- les Sœurs Basiliennes Alépines (écoles).
- les Sœurs Shuwayrites (écoles).
- les Petites Sœurs de Jésus (une fraternité à Ammân).
- Signalons enfin les A.F.I. , qui ont des communautés dans les principales villes, et se consacrent à diverses tâches : travail médical et social, enseignement surtout.

Ecoles. Environ 3.500 élèves fréquentent les écoles et collèges de la communauté grecque-catholique, dans lesquelles se dévouent 135 instituteurs et professeurs. Aux trois collèges secondaires, il faut ajouter une quinzaine d'écoles primaires auxquelles sont généralement adjoints des jardins d'enfants.

Mgr. Michel Assâf, qui succéda en 1948 à Mgr. Salmân à la tête du Diocèse de Transjordanie, a fait surgir un peu partout églises et écoles, grâce à l'aide financière de diverses œuvres et aussi de chrétiens de la "Diaspora". Quelques chiffres donneront une idée du développement réalisé sous l'impulsion de cet évêque :

- de 1948 à 1965, on compte 14 nouvelles églises avec 12 presbytères,
14 nouvelles écoles,
8 maisons pour religieuses et A. F. I. ,
2 hôpitaux avec dispensaires.

Mgr. Assâf est décédé en août 1970 ; il avait voulu, malgré son âge et ses maladies, rester à son poste jusqu'au bout.

Les Latins.

La communauté latine de Transjordanie est estimée à environ 25.000 personnes, réparties en 22 paroisses. Mais, en dehors des villes et de quelques centres plus importants, les paroisses se réduisent parfois à quelques familles venues autrefois de l'orthodoxie. A quelques exceptions près, chacune de ces paroisses possède son école primaire et son jardin d'enfants, dont la quasi-totalité appartient au Patriarcat latin.

Plusieurs congrégations cependant collaborent à l'enseignement ; en dehors des nombreuses Sœurs du Rosaire, présentes dans toutes les écoles primaires, citons les Franciscains (école et collège de Terra Sancta à Ammân), les Frères des Écoles Chrétiennes (école et collège, également à Ammân).

En ce qui concerne les œuvres hospitalières, les Sœurs du Rosaire dirigent un hôpital-maternité dans le nord du pays (Irbid), tandis que les Sœurs de la Nigrizia et les Medical Sisters assurent le fonctionnement de deux autres hôpitaux dans la capitale. Un Jésuite Libanais dirige depuis plusieurs années, à Ammân, un centre du "Caritas", qui vient en aide aux réfugiés et aux familles les plus pauvres du pays.

Les Protestants et les Anglicans.

En 1957, le siège anglican de Jérusalem fut promu au rang d'archevêché, avec juridiction sur tous les évêques anglicans du Moyen-Orient. Cette promotion allait de pair avec la création d'un évêché arabe, dont le titulaire devait avoir lui-même juridiction sur les Anglicans de Jordanie, du Liban et de la Syrie. La nomination d'un évêque d'origine arabe était en effet réclamée avec insistance depuis plusieurs années par la communauté anglicane de langue arabe, mais avait été longtemps différée, à cause de l'opposition de l'Évêque anglican à Jérusalem. Ayant fait appel à l'Archevêque de Canterbury, le Conseil de la communauté arabe voyait donc enfin sa demande prise en considération. Le premier titulaire du nouveau siège a été un Transjordanien, le Rév. Nagib Qoub'in, né à Salt dans une famille qui compte plusieurs vocations religieuses latines.

En 1962, a été fondé S. George's College, Institut destiné à la formation du clergé de l'archevêché, mais où sont aussi organisées conférences, sessions et rencontres pour toutes les Églises anglicanes. D'autre part, à Amman, Bishop's College comporte un enseignement primaire et secondaire complets.

L'Église évangélique luthérienne, de son côté, fut officiellement reconnue en Jordanie, seulement en 1959. Ses membres sont peu nombreux en Transjordanie (une centaine peut-être, y compris les fidèles de langue allemande venus travailler dans la région). L'ouverture d'une école élémentaire et secondaire était prévue à Amman, uniquement pour les garçons.

A signaler enfin un collège fondé par les Baptistes et qui reçoit garçons et filles pour toutes les classes de l'élémentaire et du secondaire (à Ajloun).

2. Caractéristiques de cette Église.

Les chiffres qui précèdent, indispensables si l'on veut "dénombrer" les Chrétiens transjordanien, ne sauraient évidemment à eux seuls nous livrer le vrai visage de ces diverses Communautés, nous révéler leurs difficultés, leurs angoisses ou leurs espoirs. Aussi les pages qui suivent visent-elles à brosser, à très gros traits, l'image actuelle de l'Église d'au-delà du Jourdain.

a) Coexistence de plusieurs Communautés. Cet aspect n'est certainement pas propre à la Jordanie : nous le retrouvons dans tous les pays du Proche et du Moyen Orient où vivent des Chrétiens. Mais peut-être la coexistence entre les Communautés n'est-elle nulle part aussi étroite qu'en ce pays, car dans presque tous les centres où se trouvent des Chrétiens, au moins deux groupes sont représentés. D'où il résulte que les membres d'une même tribu, d'une même famille, peuvent fréquenter des églises différentes. Cela s'explique facilement, d'un côté par l'histoire de l'implantation du Catholicisme en cette contrée, telle qu'elle a été esquissée plus haut, d'autre part par les nombreux mariages entre personnes appartenant à des groupes religieux différents. Il faut y ajouter les passages individuels d'une Communauté à une autre, pour des motifs qui ne sont pas toujours d'ordre théologique !...

Cette pluralité frappe beaucoup les Chrétiens d'Occident, qui ignoraient parfois jusqu'à son existence ; elle apparaît immédiatement par la présence dans un même village de plusieurs églises, séparées quelquefois par quelques dizaines de mètres seulement. Le visiteur averti saura très vite reconnaître au premier coup d'œil l'église latine de sa voisine orthodoxe ou grecque-catholique.

Dans le domaine religieux, la pluralité peut-être une richesse ; elle peut également être un danger. Danger de division, atmosphère de concurrence, esprit de clocher ; tout cela entraînant pour finir un affaiblissement des Communautés. Ces tendances existent en Transjordanie, pas plus (et probablement moins) accusées que dans tel ou tel autre pays de la contrée, mais à un degré suffisant pour gaspiller de précieuses énergies. Attitude d'autant plus regrettable qu'elle est le fait, non pas tellement des fidèles, mais bien plutôt de membres du clergé, et qu'elle intervient à l'intérieur même du groupe catholique. Les Orthodoxes ont reproché aux Latins leur prosélytisme, ceux-ci répliquant qu'ils avaient été appelés par la population. Latins et Orthodoxes s'en sont pris aux Melkites : les seconds "les accusant d'infidélité à la tradition byzantine, et les Latins les soupçonnant de ne pas être assez catholiques".

Toutefois, il ne faudrait pas noircir le tableau : le temps de la polémique ouverte et de la calomnie semble heureusement révolu, et bon nombre de prêtres se mettent au service de tous, sans

arrière-pensée ni discrimination, avec un dévouement admirable. Souhaitons que leur exemple soit largement suivi, car une coopération véritable entre Chrétiens amènerait une appréciable économie de moyens et atténuerait l'isolement des communautés et des individus.

b) Isolement. Ce n'est pas tellement au plan de la vie sociale que se manifeste l'isolement : la sédentarisation n'a pas aboli les grands principes qui régissent l'existence bédouine traditionnelle, au premier rang desquels on place avec raison la solidarité tribale. Même séparé géographiquement de sa tribu ou de sa famille, l'individu n'en est pas totalement coupé ; s'il a trouvé un emploi à la ville, il y vit rarement seul, mais il y retrouve au contraire un certain nombre de parents qu'il fréquentera. D'autre part, les fêtes religieuses, les événements familiaux, etc... lui offriront autant d'occasions de retourner au village et de se retremper dans une atmosphère plus naturelle pour lui. Grâce à un bon réseau routier et à la profusion des moyens de locomotion collectifs, les distances ne sont plus un problème en Transjordanie : quelques heures suffisent pour traverser le pays du nord au sud en "voiture de louage", et extrêmement nombreux sont les gens qui en profitent.

L'isolement est beaucoup plus sensible dans le domaine de la vie spirituelle, et affecte plus spécialement prêtres et religieuses. En effet, n'oublions pas que, depuis la guerre de 1967, le Jourdain est devenu une véritable frontière ; si la politique des "ponts ouverts" prônée par Israël (c'est-à-dire le libre passage entre la Cisjordanie et la partie orientale du pays) est effective pour les marchandises, elle l'est beaucoup moins pour les personnes. On ne circule plus aussi facilement entre Jérusalem et Ammân ; les possibilités de rencontres, de sessions, de retraites communes pour les prêtres, religieux et religieuses, ont été sensiblement réduites. Sans compter la disparition presque totale des pèlerins de tous pays qui, autrefois, complétaient leur visite aux Lieux Saints par une excursion au-delà du Jourdain (Mont Nébo, Pétra, Jérash, etc...) ; c'était l'occasion d'échanges fructueux entre pasteurs, responsables d'œuvres diverses, éducateurs et éducatrices, etc... Maintenant, il faut s'en tirer avec les moyens du bord, qui sont limités, ne plus compter que sur soi, ou bien s'adresser à Beyrouth, à Damas. Telle communauté de Sœurs cherche en vain un prêtre pour sa retraite annuelle, telle autre manque d'aumônier et de catéchistes pour le Collège. Ici et là, de nombreux problèmes surgissent, par suite par exemple de la présence de Chrétiens et de Musulmans dans la même classe ; il faudrait pouvoir confronter des expériences, solliciter un conseil, prendre une décision urgente ; c'est alors que l'isolement est durement ressenti.

c) Des Chrétiens minoritaires. Le pourcentage des Chrétiens par rapport à la population totale de la Transjordanie n'est pas connu de façon très sûre ; les estimations varient de 7 à 15 % suivant leur origine, suivant également qu'on tient compte ou non des réfugiés venus de Palestine. Quoi qu'il en soit, nous sommes en présence d'une minorité, avec les réflexes des minorités dont les droits sont parfois contestés. Ces réflexes commandent une série d'attitudes qui semblent contradictoires, mais ne le sont qu'apparemment ; en voici quelques-unes :

- Repliement sur soi et, en même temps, une certaine ouverture aux non-Chrétiens. En fait, on peut dire en gros que la première attitude se situe sur le plan communautaire et social, la seconde relevant des relations journalières individuelles. Officiellement, on maintiendra coûte que coûte la séparation entre Chrétiens et Musulmans, afin de préserver l'intégrité de la minorité (les mariages entre Chrétienne et Musulman, par exemple, restent exceptionnels) ; mais la vie quotidienne, les relations de voisinage, de travail, etc... créent une série d'obligations auxquelles on ne songerait pas à se soustraire. Exemple : une famille chrétienne se fait volontiers l'écho de racontars sur l'Islam, mais n'hésite pas à venir en aide à ses voisins musulmans réfugiés. D'ailleurs, là aussi une évolution sensible se fait jour, même au plan officiel. L'évêché latin d'Ammân publie une revue mensuelle en arabe ("*Voix de la Terre Sainte*"), qui compte de nombreux abonnés musulmans et qui ouvre ses colonnes à des lettrés et hommes politiques musulmans. La guerre contre Israël a certainement joué un rôle important en faveur du rapprochement entre Jordaniens de différentes confessions.
- Crainte et, en même temps, affirmation de soi. La crainte est exprimée dans les conversations, et alimentée par un certain nombre de faits passés ou actuels, hélas ! authentiques : discrimination dans l'emploi, entre Musulmans et Chrétiens, à qualification égale ; humiliation, moqueries et même menaces, durement ressenties ; influence marquée des Frères Musulmans ; etc... Mais à côté, et probablement comme conséquence directe de cette crainte, les communautés chrétiennes aiment s'affirmer comme telles. Dans ce domaine, des détails comme l'emplacement, l'apparence extérieure de l'église, ont leur importance ; tel gros village proclame fièrement qu'il est entièrement chrétien et qu'il a toujours refusé de vendre la moindre parcelle de terre aux Musulmans. Cette affirmation de soi conduit parfois à de courageux témoignages de la foi, mais peut entraîner aussi à des polémiques bien inutiles.

- Emigration et, en même temps, attachement au pays. La crainte dont nous venons de parler, l'incertitude du lendemain, la pauvreté des ressources, les menaces qui pèsent sur le régime politique actuel, tolérant envers les non-Musulmans (du moins à son plus haut niveau), tout cela amène un certain nombre de Chrétiens à choisir l'expatriement. Il est difficile, en l'absence de statistiques, de préciser l'ampleur de ce mouvement, mais il semble qu'il soit nettement plus accusé parmi les Chrétiens que parmi les Musulmans, et qu'il varie suivant les Communautés : proportionnellement, les Arméniens viendraient en tête. Il serait également intéressant de connaître la part respective prise par les Palestiniens réfugiés et par les Transjordaniens dans ce mouvement d'émigration. De toute façon, à la différence du Liban par exemple, c'est un phénomène récent, et il va de pair avec un attachement profond à la terre des ancêtres et, comme nous allons le voir, aux traditions et coutumes.

d) Des Chrétiens fortement enracinés dans le passé et marqués par lui. En se sédentarisant, la population chrétienne de Transjordanie n'a pas renié ses origines bédouines. La maison de pierre a remplacé la "maison de poil", mais elle en a conservé le plan général, avec en particulier la salle réservée aux hôtes, où parfois le seul mobilier consiste en une série de chaises disposées au long des murs. L'ancien droit coutumier, qui devenait en principe caduc pour ceux qui abandonnaient la tente, est bien souvent resté en vigueur. Par suite, le Chrétien règle sa vie familiale, sociale, et même religieuse, sur un certain nombre de coutumes qu'il observe conjointement avec le Musulman ; mais il ne faudrait pas se hâter d'en conclure qu'il les a empruntées à l'Islam, car la plupart d'entre elles viennent très probablement du fonds païen de l'Arabie préislamique. D'ailleurs, comme ce fut le cas en Occident, l'Eglise a christianisé telle ou telle tradition : le culte du Khader, associé à la vénération d'un arbre vert célèbre (dans le voisinage duquel on trouvera parfois un tombeau), est devenu dans certains cas la célébration de S. Georges ; des Musulmans et des Chrétiens s'y rendent en pèlerinage et prennent part quelquefois côte à côte à la cérémonie annuelle ; les uns comme les autres repartent souvent en emportant avec eux un lambeau de tissu arraché aux étoffes de couleur déposées dans l'oratoire.

Parfois l'Eglise n'a pu venir à bout de coutumes si profondément enracinées ; malgré l'insistance des pasteurs, il est encore fréquent par exemple que la femme en deuil de son mari s'abstienne pendant un an de pénétrer dans une église ; elle s'avancera parfois jusqu'à la porte pour demander de faire brûler un cierge, mais elle n'en franchira pas le seuil. La naissance, le mariage, la mort sont accompagnés de pratiques semblables ; sans oublier la terrible vengeance du sang ou le châtement de la jeune fille qui s'est laissée séduire, coutumes qui nous paraissent bien rudes, mais qui s'expliquent parfaitement dans le contexte de la société bédouine.

e) Des Chrétiens à tous les niveaux. En dépit de la discrimination dont il a été question plus haut, la porte n'est cependant pas fermée systématiquement aux Chrétiens qui s'imposent par leurs connaissances ou leur qualification technique. Bien qu'il soit difficile et délicat d'enquêter de façon précise sur ce point, on peut avancer que des Chrétiens occupent une grande partie des échelons de la société. Pour ne parler que de la vie politique, aux premières élections d'octobre 1951, sur quarante députés, sept étaient de religion chrétienne ; et il est presque de tradition que l'un au moins des membres du Gouvernement appartienne à cette confession.

III. PROBLEMES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

A l'isolement du clergé et des religieuses et aux difficultés de la collaboration interconfessionnelle, dont il a déjà été question, s'ajoutent un certain nombre de problèmes.

1. Le manque de vocations sacerdotales et religieuses. Il semble que l'une des principales raisons de ce phénomène soit d'ordre social, du moins en ce qui concerne les prêtres : si l'état sacerdotal a pu, dans le passé, apparaître comme une promotion, ce n'est guère le cas actuellement. Autre cause, toute proche de la précédente : la difficile situation matérielle du clergé et des communautés religieuses. La baisse des vocations est d'ailleurs moins accusée, jusqu'à présent, chez les Latins, qui semblent disposer de moyens financiers plus importants. Enfin, la question du célibat joue aussi un rôle non négligeable : le père de famille accepte difficilement que l'un de ses enfants renonce au mariage ; s'il s'agit d'un fils unique, l'opposition pourra même se faire très forte. Il est caractéristique que, chez les Melkites, les prêtres non mariés (peu nombreux d'ailleurs) soient originaires du Liban ou de la Syrie, et non de la Transjordanie.

2. Pour en revenir à la question matérielle, les prêtres ne peuvent guère compter sur le soutien de leurs paroissiens, trop souvent eux-mêmes aux prises avec le chômage, des charges familiales très

lourdes, etc... ; les collèges et les écoles sont loin de se suffire à eux-mêmes, car un certain nombre d'élèves sont reçus gratuitement. La situation devient particulièrement tragique lorsqu'il s'agit de prêtres mariés et chargés d'une nombreuse famille ; à ces prêtres, qui cumulent souvent dans les villages les tâches de curé, de catéchiste et de maître d'école, l'évêque ne peut accorder qu'un salaire de misère. Et n'oublions pas que leur fonction les amène à recevoir de nombreuses visites, et si l'hospitalité arabe est une tradition merveilleuse, elle n'en est pas moins lourde pour les modestes budgets.

3. La formation du clergé est également un problème aigu pour l'Église de Transjordanie. Nous avons vu que le manque de préparation intellectuelle et spirituelle de leurs prêtres avait été, pour certains Orthodoxes, l'un des motifs de leur désaffection vis-à-vis de leur Communauté et de leur passage au Catholicisme. De nos jours encore, la question de la formation du clergé orthodoxe reste à peu près entière ; chez les Grecs-Catholiques, la situation, sans être aussi grave, est cependant préoccupante quand il s'agit des prêtres mariés. Quant au clergé célibataire, il bénéficie heureusement d'une préparation sérieuse, que ce soit à Beit Jala (près de Bethléem) pour les Latins (séminaire fondé en 1853 par le Patriarche Mgr. Valerga, et qui, innovation pour l'époque, préparait les prêtres à la vie commune), ou à S. Anne de Jérusalem pour les Melkites (8).

4. Aux difficultés matérielles des Églises, est liée aussi la question de l'éducation religieuse des enfants chrétiens. L'école, appelée à jouer un rôle essentiel dans ce domaine, n'arrive pas toujours à remplir sa mission, faute de personnel qualifié. Le dévouement et la bonne volonté des instituteurs et institutrices ne sont pas en cause, mais il est inévitable que les diplômés soient attirés vers les écoles du gouvernement, où l'avenir est moins aléatoire et les salaires plus substantiels.

Dans ce domaine, une autre préoccupation des pasteurs et de nombreux parents, c'est la formation religieuse des jeunes chrétiens qui fréquentent les écoles du gouvernement. Pour la seule Communauté melkite, ils sont au nombre de 600 environ. Les cours de catéchisme ne peuvent être donnés dans les écoles, et il est parfois difficile de les assurer de façon régulière au dehors, surtout dans les villages qui ne possèdent ni prêtre résident, ni école chrétienne. Comme, en revanche, le Coran doit être enseigné aux élèves musulmans qui fréquentent les écoles et collèges chrétiens, et que les professeurs en sont à la charge de ces établissements, les Latins ont pris la décision, en 1968, de ne plus admettre de Musulmans dans les maisons dépendant du Patriarcat.

En cette période de troubles et de combats qui traverse leur pays, les Chrétiens de Transjordanie s'interrogent avec inquiétude sur l'avenir. Jordaniens et Arabes à part entière, ils ressentent profondément les souffrances et les espoirs de leurs frères réfugiés, et bafoués dans leur dignité. Les conséquences désastreuses de la division sur le plan politique font plus lancinante la nostalgie de l'unité ; mais pourquoi cette unité ne se réaliserait-elle pas aussi et surtout dans le domaine de la Foi ? Des Chrétiens simples et profondément croyants y aspirent ; ils se scandalisent du maintien de notions et de structures périmées, et ils voudraient retrouver leurs antiques traditions dans leur pureté originelle. Or, comme on l'a écrit récemment, "il semble... que la mentalité catholique orientale ait oublié un élément important de la tradition orientale et cela sous l'influence de la pensée occidentale. Son sens de l'Église locale a été émué et transformé par l'introduction d'une notion nouvelle, inconnue de l'Orient, la notion de "rite" (9).

Dépasser le plan du "rite", qui se confond souvent avec celui de clan, se délivrer de ce carcan imposé par la "protection" des grandes puissances, redevenir enfin eux-mêmes, c'est-à-dire l'Église de Jordanie, voilà peut-être, la tâche la plus urgente pour les Chrétiens de là-bas. C'est aussi probablement une condition essentielle pour qu'ils puissent, avec leurs frères Musulmans, travailler efficacement au progrès de leur patrie.

Rome, novembre 1970
A. FERRE

NOTES

1. On peut consulter maintenant sur ce sujet A. M. Goichon, *Jordanie réelle*, 1 tome paru, Desclée de Brouwer 1967. Le second tome est annoncé. C'est l'ouvrage le plus complet en français sur la Jordanie actuelle.
2. P. Rondot, *Les Chrétiens d'Orient*, Cahiers de l'Afrique et de l'Asie IV, Paris 1955 (Chap. 1°).
3. *Entretiens avec Heraclide*, in *Sources Chrétiennes*, t. 67. Cf. également N. Edelby, La Transjordanie

- Chrétienne des origines aux Croisades, in *Proche-Orient Chrétien* 1956, p. 97-117.
4. *Encyclopédie de l'Islam*, 2^e édition, art. Ghassân.
 5. *Proche-Orient Chrétien* 1960, p. 272-3.
 6. Elles sont rapportées dans Jaussen, *Coutumes des Arabes au pays de Moab*, Paris 1948, p. 417-432.
 7. Le Pasteur J. M. Hornus en a publié l'étude détaillée, sous le titre *L'évêché anglo-prussien à Jérusalem (1841-1881)*, dans *Proche-Orient Chrétien*, années 1963, 1964 et 1969.
 8. Depuis la guerre de 1967, ce séminaire est fermé à Jérusalem ; il s'est provisoirement réfugié à Harissa (Liban), chez les Pères Paulistes.
 9. Cf. P. Duprey, *La structure synodale de l'Eglise dans la Théologie orientale* dans *Proche-Orient Chrétien* 1970, p. 123-145 ; en particulier, note 20 et Appendice (p. 144-5).



S. M. A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C. C. P. : 15 263 74
--